

de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins"

Handicapés Méchants

n°2
février 74

journal des Comités
de lutte des Handicapés

PRIX

1.00 F



**CE N'EST QU'UN DEBUT
NOUS NE NOUS TAIRONS
PLUS !**



nous n'avons pas choisi d'être des mendiants ○○○○○○

CE N'EST QU'UN DEBUT NOUS NE NOUS TAIRON PLUS,

LE BUDGET DES ARMEES AUX HANDICAPES !
LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS IL SE PREND !
Y EN A MARRE DE LA CHARITE !
DES CREDITS PAS DE DECHETS !
A BAS LES USINES - HOSPICES !
A BAS TOUS LES GHETTOS D'HANDICAPES !
A BAS LA LOI FONTANET !
NON A LA POLITIQUE SANTE DU GOUVERNEMENT !
LA PROTECTION C'EST DE LE REPRESSION !
A BAS LES BADENCES, LES RENDEMENTS, C'EST LA
LOI DU PROFIT QUI NOUS HANDICAPE !
TRAVAILLEURS VALIDES - HANDICAPES, MEME PATRON
MEME COMBAT !
DROIT AU TRAVAIL, AUX TRANSPORTS, AUX ETUDES !
NOUS NE VOULONS PLUS ETRE UN SOUS PROLETARIAT !
NI SERVIR A FAIRE BAISSER LES SALAIRES !
FOUS - PRISONNIERS - IMMIGRES - HANDICAPES - MEME
SOCIETE - MEME COMBAT !

80 handicapés, du centre des paralysés étudiants, de l'association des blessés de la colonne vertébrale (synapse), du comité de lutte des handicapés, soutenus par 600 valides, représentants le GIA, le GIS, le GITS, le MLAC, le CAP, l'UNEF (rue Soufflot), l'ORA, des sections du PSU, des UL-CFDT, et de l'Ecole Emancipée, ont, dimanche 10 mars du PSU, des UL-CFDT, et l'Ecole Emancipée, ont, dimanche 10 mars, manifesté, de la Concorde aux ministères de l'Emploi et de la Santé, en passant par les Champs Elysées. Devant les ministères, les manifestants jet

ont jeté une urne contre ceux-ci, et pris la parole, se déclarant solidaires des prisonniers, des aliénés, des immigrés, des femmes, des paysans, des travailleurs, tous combattant contre un même système, contre de mêmes patrons, et annoncés que la quête, n'étant qu'un aspect de l'humiliation, de la mendicité quotidienne, d'autres luttes, d'autres manifestations sont à engager contre la ségrégation, la surexploitation, le rejet économique affectif et sexuel, de tous les exclus de cette société de profit. Aux cris de : **CE N'EST QU'UN DEBUT NOUS NE NOUS TAIRON PLUS !**, la manifestation s'est dissoute. Le Comité de Lutte des Handicapés fit appel à tous les manifestants, pour se réunir immédiatement après la manifestation, afin de préparer la lutte qu'il compte mener pour l'accessibilité des transports en commun pour tous les handicapés.

Les forces de police, nombreuses et même en armes, comme il se doit dans un pays, qui se dit garant des libertés n'ont pu contenir la détermination des manifestants, qui ont emprunté les Champs Elysées comme ils l'entendaient.

Il est à constater le silence total de la presse, malgré la présence de nombreux photographes et journalistes à la manifestation. Doit-on penser que la lutte des handicapés n'est pas une affaire commerciale ? Quand au journal «Libération» nous sommes en droit de nous poser la question de savoir si la nature de ce journal est bien d'essence révolutionnaire. Mais peut-être, comme pour la presse bourgeoise, «Libération» attend-il que les handicapés «fassent des petits» à sensation ?

Il est à déplorer enfin, l'attitude du CPE, qui, s'en tenant à des revendications catégorielles et estudiantines, a refusé tout au long des discussions préparatoires à la manifestation unitaire, d'aborder politiquement la condition misérable des handicapés opprimés dans leur ensemble. Ils se sont refusés à l'appel au refus de donner à la quête ce qui demande de notre part une réflexion politique, quant aux suites à donner à notre bon vouloir unitaire.

Suite page 3

LE CHARME DISCRET DE LA DEPENDANCE

HALTE A LA MENDICITE !

Les fauteuils roulants, étant parfois occupés par des êtres pensants, manifestent dans la rue, eux aussi ...

IL EST CONVENU QUE JEAN VIENDRA ME CHERCHER...

11 h...personne

12 h...le coup de sonnette ne va pas tarder...

12 h 39...il est en retard...

13 h...l'espoir diminue...

14 h...il disparaît...

15 h...c'est foutu...il ne viendra plus personne...Reste alors l'imagination et l'ennui d'un jour, qui ressemblera à tous les autres.

Jean a téléphoné à 20 h, il a eu un empêchement de dernière minute.

C'EST CELA LA DEPENDANCE : ETRE A LA MERCI DES AUTRES, POUR TOUT, POUR RIEN, EN GARDANT LE SOUIRE.

Qui ne l'a jamais connue, mesure mal à quel point, elle est éprouvante, usante, pour les actes de la vie les plus élémentaires, et à fortiori, pour les situations plus originales auxquelles nous avons droit, comme tout un chacun.

LE REMEDE ?

Attendre (encore) la prochaine occasion de s'évader, d'agir mais surtout convoquer des chauffeurs de rechange, pour les prochaines manifestations, à moins que d'ici là, notre ministre, ayant réfléchi, les quêtes soient remplacées par de solides subventions et des transports en commun accessibles à tous et à toutes, quelque soit le degré d'handicap.

Proserpine.

Bien plus grave encore, ils se sont opposés, à voir écrire sur le tract commun et les banderolles, les mots d'ordre suivants :

- Le droit de vivre ne se mendie pas il se prend !
- De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.
- A bas les cadences, les rendements, c'est la loi du profit qui handicape.
- Droit au plaisir.

Cela montre clairement la nature du CPE et son orientation politique.

UNE OPPOSITION DE CLASSE ?

Les membres du CPE sont tous étudiants, et comme il se doit, issus de milieux privilégiés, à l'exception de quelques uns, issus de milieu modeste, qui, heureusement, n'ont pas tous trahi leur origine de classe, exploitée, voire surexploitée.

Afin de clarifier notre présence au milieu de ce magma réformiste, le comité de lutte des handicapés a distribué un tract pendant la manifestation. Nous vous en donnons connaissance :

HALTE A LA CHARITE !

Comme chaque année à la même époque, le gouvernement, soutenu par diverses associations d'handicapés, lance l'hypocrite opération «à votre bon coeur», au profit soi-disant de 3 millions d'handicapés civils.

Peut-on pratiquer une politique Santé-Sociale efficace, équitable, répondant aux besoins réels de toute une population, lorsque cette politique dépend de la charité, du profit et du larmoiement national ?

LE BUDGET DES ARMEES EST-IL TRIBUTAIRE DE LA PITIE PUBLIQUE ?

LE GOUVERNEMENT LANCERA-T-IL UNE QUETE AU PROFIT DE LA BOMBE H ?

HALTE A LA POLITIQUE SANTE- SOCIALE VOUEE A LA RENTABILITE ET A LA MENDICITE

La recette moyenne de ces quêtes s'élève environ à 500 millions de francs anciens, répartis entre les diverses associations participantes.

Combien cela ferait-il par tête d'handicapé, si les bénéfices étaient distribués entre tous ?

Cela ferait 1,70 Frs par handicapé et par an ... de quoi se payer une savonnette en solde ?

Mais les associations, gérants dociles de la pénurie, et bras droit du gouvernement, évitent avec soin le ridicule d'une telle division ! Le montant de la quête, pour elles, sert à la fois à payer leur propre personnel, puis, avec ce qui reste, à construire un nouveau ghetto, type atelier protégé, dont elles seront fières, et dont la secrétaire au ministère de la santé et des affaires sociales, pourra s'enorgueillir.

MAIS QU'EST-CE QU'UN ATELIER PROTEGE ?

UNE USINE INTERDITE AUX VALIDES. Là, l'handicapé devient subitement rentable (il faut citer que ne vont en atelier protégé que les handicapés légers et moyens, les grands handicapés, ceux dont on ne peut plus presser le citron, croupissent en foyers, sortes d'hospices spécialisés dans l'handicap). En A.P., l'handicapé, travaille au rendement, à la pièce, en sous traitance, pour de grandes entreprises telles que : la Thomson,

Citroën, etc ... Privé (non par la loi, mais dans les faits) du droit de grève de tous les droits politiques et syndicaux, l'handicapé, pour huit heures de travail par jour, n'atteint jamais un salaire dépassant 400 Frs par mois. (C'est d'ailleurs un salaire fort rare, les plus courants se situent entre 5 (et 200 Frs par mois).

Suite page 4



POINT DE VUE D'UNE AUTRE HANDICAPEE

Dimanche 10 mars : journée de la quête nationale, journée où les handicapés se traînent par terre pour quémander quelques sous que Pompidou leur a refusés. Mais c'était aussi le jour de la manifestation organisée et faite par les handicapés eux-mêmes.

On en a assez de regarder les autres organiser notre vie, maintenant ce sont les autres qui vont nous suivre.

Nous étions environ 500 handicapés et valides. Ce que l'on peut regretter, c'est que le nombre d'handicapés n'était pas égal à celui des valides. Ce fait même démontre que nos revendications sont justes et doivent être satisfaites rapidement. En effet, le nombre relativement moyen d'handicapés montre bien qu'il y a comme toujours un problème de communications, de transports et aussi une répression très forte par intimidation dans les centres ou les ateliers protégés.

Pour se rendre à une manifestation, l'handicapé a besoin d'une voiture, d'un chauffeur, mais quand on compare le nombre d'handicapés à celui de la manifestation de l'an dernier, on se rend compte que l'information a quand même largement passé. Si cela continue ainsi, l'année prochaine, nous serons plusieurs milliers !

Le comité de lutte s'était allié avec le CPE et l'ABCV (synapse) sous les mêmes slogans, pour une manifestation commune malgré les divergences profondes. Il faut reconnaître que le rôle joué par le CPE, dans la manif, n'est certes pas celui d'un groupe équilibré et en accord avec lui-même. D'une part, crevant de peur d'une éventuelle provocation de la police, de l'autre essayant de diviser et récupérer les slogans à leur compte. Pour une manif commune, c'est pas très chouette.

Il y avait plusieurs journalistes à la manif, Pourtant aucun article n'est passé dans les journaux. Je croyais que «LIBERATION» voulait laisser la parole à tout le monde. Les Handicapés n'ont-ils pas le droit de parler ? Pourtant ils existent : on aurait tendance à l'oublier.

Aux informations, pas un seul mot non plus sur la manifestation. On peut appeler cela de la malhonnêteté. Une grève d'usine, une protestation d'intellectuels, ou une manifestation syndicale prend au moins 15 mn sur RTL de discussions. Les handicapés, on les laisse dans l'ombre, c'est un peu facile. Nous ferons parler de nous, prochainement, si nous continuons à être ignorés systématiquement.

MILLA

NOUS N'AVONS PAS CHOISI D'ETRE DES MENDIANTS suite de la page 3

Si l'handicapé refuse la surexploitation, conteste le salaire de misère qui lui est attribué par charité ... IL EST JETE A LA RUE , VOUE A L'HOSPICE JUSQU'A LA MORT !

Travailleurs valides, voilà à quoi sert la quête : à faire d'une catégorie de citoyens soi-disant inaptes à la production, une catégorie super-rentabilisée, sous-prolétarisée, surexploitée, sous-payée, ségréguée, coupée du monde, privée comme le prisonnier de tous droits politiques et syndicaux.

A BAS LES USINES - HOSPICES !

Nous ne voulons plus être un sous-prolétariat, ni servir à faire baisser les salaires. (Dans un A.P., pour une même production, un même rendement, le salaire d'un handicapé sera jusqu'à 10 fois plus faible, que celui d'un ouvrier valide, dont l'usine traite avec un A.P.).

La charité transforme l'individu qui la subit en sous-homme, en assisté, en mendiant incapable de prendre sa vie en main, d'imposer et de défendre comme tout citoyen, ses droits et ses besoins.

LA CHARITE NOUS ASSUJETTIS A LA MISERE PHYSIQUE - INTELLECTUELLE !

Nos problèmes, tels que le droit au travail, à la formation, à la qualification professionnelle, à la santé, à la scolarisation gratuite et obligatoire, à l'accessibilité à tous les établissements scolaires, professionnels, universitaires, l'accessibilité aux logements, aux édifices publics, aux transports en commun, le droit à la satisfaction de tous nos besoins physiques, affectifs et intellectuels, même si nous ne sommes pas productifs, ne peuvent trouver de solutions équitables par la voie d'une politique de PROFIT, DE CHARITE.

HANDICAPES ET VALIDES , REFUSEZ DE DONNER ET PARTICIPEZ , A LA MANIFESTATION CONTRE LA QUETE NATIONALE !



IL EST A QUI CE JOURNAL ?

HANDICAPES MECHANTS, est à toi, à moi, à tous les groupes qui pensent qu'il est grand temps de crier, de dénoncer, d'informer, de proposer, de combattre, de se solidariser.

HANDICAPES MECHANTS, n'est pas, ne peut pas être un journal pour les handicapés, il est et veut être un journal fait par les handicapés, quel que soit leur handicap, leur «instruction» et leur lieu de survie. Il est et veut rester le journal des handicapés, qui veulent engager la lutte pour une vie digne de l'homme de l'humanité, qui veulent assumer leur propre combat, solidaires de tous les opprimés de ce pays et d'ailleurs.

HANDICAPES MECHANTS, sera ce que nous le ferons : MECHANT OU DOCILE, SOUMIS OU INSOUIS, RESIGNE OU COMBATTIF.

HANDICAPES MECHANTS, sera ce que nous sommes, ce que

UNE QUETEUSE REPENTIE

J'y croyais, et pendant plusieurs années me suis fait un devoir de participer à la journée nationale des infirmes civils, étant bien consciente de l'injustice de cette pratique. Ce fut d'abord dans un marché, puis à la porte d'une église que j'exerçais mes fonctions de mendiante de Nième plan, demandant par çi, remerciant par là, grelottant toujours, car au mois de mars, il fait encore froid... Jusqu'au jour où j'ai pris officiellement position :

- ce procédé anachronique ne fait qu'entretenir le malentendu entre handicapés et «normaux».
- il fait appel à l'hypocrisie et à la lacheté politique.
- il entretient le «cynisme» des «bonnes consciences».
- il ne fait que creuser le fossé entre les handicapés et les productifs, nous faisant passer pour des boulets, des bouches inutiles.
- il nous place dans la position dégradante d'assistés, alors que nous aussi pourrions être souvent productifs si les moyens nous en étaient donnés.

C'est au gouvernement de résoudre les problèmes de 3 millions d'handicapés : transports, qualification professionnelle, logements adaptés, indépendance matérielle, droit au salaire de tous les handicapés, même improductifs, etc...

Mais le gouvernement est-il capable de répondre aux désirs d'indépendance et de liberté de ces citoyens (suppression de tous les ghettos, ateliers protégés, CAT, foyers, hospices etc) ?

Le projet de loi d'orientation concernant les handicapés prouve que non.

En effet ce projet, dans ses grandes lignes qui, tout en affirmant défendre les droits fondamentaux des handicapés, continue à les maintenir à l'état de mendicité auprès des familles, de l'hospice, de l'hôpital et toutes oeuvres dites de «bienfaisance», à les maintenir en situation d'assistés permanents, de surexploitation dans les ateliers protégés, avec un salaire égal à 70 pour 100 du SMIC (au profit de sociétés multinationales, pour lesquelles travaillent en sous-traitance les ateliers protégés. Exemple : ITT Thomson dont les manœuvres fascistes au Chili ne sont plus à démontrer).

Enfin les miettes ajoutées aux pensions de famine n'amélioreront pas l'état de mendicité physique, intellectuelle et affective dans lequel sont contraints de survivre ces rejetés de «l'expansion nationale» !

Les handicapés ne veulent plus être les punis du système et sauront imposer aux bradeurs de la vie leur volonté de jouir de l'existence !

nous faisons ou ne faisons pas... à toi, à moi, à nous tous de prendre nos responsabilités. HANDICAPES MECHANTS, n'est qu'un outil, à toi de t'en servir.

Il n'y a pas de comité de censure pour tester ce qui est vendable ou pas, ce qui doit être dit ou non.

Tu es comme moi, responsable de tes informations, de tes dénonciations, de tes propositions, de tes combats.

HANDICAPES MECHANTS, refuse d'être un agent supplémentaire du protectionnisme qui nous a tous conduit, plus ou moins, à développer une mentalité d'assisté.

HANDICAPES MECHANTS, ne doit pas prendre en charge... HANDICAPES MECHANTS, doit être pris en charge par chacun de nous.

HANDICAPES MECHANTS, vivra ou ne vivra pas, ce sera comme tu AGIRAS !

AICHA

DROIT ET ACCESSIBILITE DES TRANSPORTS EN COMMUN

COMMENCONS PAR LE BON BOUT !

Deux handicapés, pour boire un pot à l'Etoile, risquent leur vie, dans le métro, en tombant de leur fauteuil roulant, en voulant sortir de la station, par la seule sortie possible : LES ESCALIERS MECANIQUES. Après leur douloureuse aventure (entorse, et contusions multiples) ils se trouvent pendant 15 jours, privés de sortir, par la direction du centre où ils sont actuellement ... Motif de la sanction : ne sont pas rentrés à l'heure !

C'aurait pu être un beau sujet à sensation (s'il y avait eu mort) pour «ICI-PARIS» ou «FRANCE-SOIR» n'en doutons pas ! Mais certainement, ont-ils d'autres faits divers à fouetter ... et sans risque de retombées politiques ...

C'est une belle chose que le progrès, mais à condition qu'il soit d'utilité publique, et pour tous ... En est-il ainsi des transports en commun ? si oui ... alors pourquoi les chiens d'aveugles ne peuvent-ils pas emprunter les autobus ? Pourquoi les handicapés en fauteuils roulants ne peuvent-ils pas employer les autobus, les trams, les lignes de métro ?

Les handicapés ne travaillent pas ... alors pourquoi leur permettre de disposer, de ces transports, réservés aux seuls productifs

C'est par métro, boulot, dodo, que tu es reconnu, comme étant un être social, sois en dehors de cela, tu n'as plus aucun droit.

Mais alors ... que veut dire l'intégration sociale des handicapés ? si celui-ci ne peut pas sortir de chez lui, ou de son ghetto ?

Que veulent dire ces belles phrases gouvernementales qui expliquent que nous sommes des citoyens à part entière ?

Cela veut-il dire que le gouvernement, lors d'une élection mettra des moyens de transport à notre disposition pour aller voter ? Et le reste du temps ? que sommes nous ? Existons-nous pour jouir, pour accomplir tous les actes d'une vie responsable ? Non ! Le gouvernement, en maintenant l'inaccessibilité des transports en commun, nie notre désir de vouloir être, et exister comme nous sommes, et là où nous voulons être.

Handicapé, cache toi ! Tu n'as pas honte de vouloir vivre, alors que tu ne travailles même pas ! Tu n'as pas honte d'exposer ton corps, de déranger les gens !

Voilà en quelque sorte, caricaturalement, la politique des pouvoirs publics, en ce qui nous concerne.

REFUSONS NOTRE EXCLUSION !

LES TRANSPORTS EXISTANTS ET FUTUR PEUVENT ETRE TECHNIQUEMENT AMENAGES !

COMMENCONS PAR LE BON BOUT !

Réclamer le droit au travail, au loisir, la suppression de tous les ghettos etc, ne veut rien dire si les moyens de se déplacer nous restent interdits ! Dangereux !

Vouloir changer nos conditions d'existence, commence par l'aménagement des transports.

Que veut dire se réunir, si nous ne le pouvons pas, si nous devons être dépendants, du copain, des parents, du voisin ?

EXIGEONS L'AMENAGEMENT IMMEDIAT DES TRANSPORTS !

De cela dépend notre indépendance minimum, notre capacité de nous organiser, de nous réunir, de manifester, d'agir contre notre situation d'assisté, de jouir comme tout un chacun de ce qui existe, même si ce qui existe est à contester, à détruire ! Comment remettre en question une société que nous ne connaissons pas, ou que nous connaissons par personne interposée ?

TRANSPORTS EN COMMUN

POUR TOUS ...

MEME POUR LES IMPRODUCTIFS !

Pour l'aménagement, le fric existe, le gouvernement n'a qu'à réduire d'autant le budget des armées, qui on le sait, ne sert qu'à fabriquer des handicapés, des aliénés !

L'armée n'a pas honte d'accepter 7% de perte humaine, n'ayons aucun scrupule à lui en grignoter pour d'avantage, en argent ! argent qui, pour une fois, servirait le peuple !

Une campagne sur les transports doit être engagée immédiatement !

REUNISSEZ VOUS COMME VOUS LE POUVEZ !

REFLECHISSEZ !

AGISSEZ, pour qu'enfin, tous les handicapés, même les plus handicapés, puissent sortir de leur ghetto, de leur solitude, de leur résignation !

Pour que cette campagne ait un retentissement national, il faut que les groupes se coordonnent, agissent si possible en même temps, qu'ils étudient les problèmes spécifiques à leur région, qu'ils dressent un dossier des besoins et des moyens techniques de libération.

Il faut que chaque région fasse parvenir au journal, ses études afin qu'elles soient publiées par le plus grand nombre de journaux possible. Il faut que les groupes entreprennent dans leur ville et région, une série de réunions d'information des usagers, qu'ils contactent les organisations ouvrières susceptibles de soutenir ce combat, qu'ils travaillent le plus étroitement possible avec tous les groupes qui, jusqu'à présent nous ont apportés leur solidarité active : CAP, MLAC, GIS, GITS, GIA, PSU, etc...

Il ne s'agit pas d'une campagne éclair, mais d'un travail ponctuel et de longue haleine, d'un travail d'information, d'agitation, puis de rapport de force.

Camarades à l'ouvrage !

Paris contacte pour lui-même, et le plus grand nombre de provinces, des ingénieurs de la RATP syndiqués CFDT, pour établir avec eux un dossier transport, moyens techniques d'aménagement, et coût de l'opération. Dès que ce dossier sera constitué, nous vous le ferons parvenir.

A BAS L'ASSISTANCE

VIVE LA SOLIDARITE

DE LA LOI D'EXCEPTION

A LA LIBERATION

Tout le monde ou presque reconnaît, l'inefficacité de la loi de 1920 interdisant tout avortement. Elle n'est que répression et archaïsme soutenu par une minorité de moralistes, refusant de s'interroger sur les applications criminelles de leur position.

En déposant un projet de loi devant l'Assemblée Nationale, Mr Messmer, entend faire taire les passions, en canalisant les revendications des femmes. Il s'agit d'élargir de quelques décrets la position du Dr Peyret de l'UDR, c'est à dire d'établir de nouvelles normes répressives, un nouveau cadre, dans lequel l'avortement pourra être pratiqué.

Lorsque certains projets «libéraux» mettent l'accent sur certaines situations économiques et sociales difficiles, inacceptables pour l'enfant à naître, «ils» en appelleront à la perte des valeurs morales, telles que le courage, la volonté ... «La Bonne Société» craint pour ses «pauvres» qu'elle ne pourra plus aider, ensencer, lorsqu'ils s'en sortent individuellement. De là à prédire le meurtre des vieillards, du sous-prolétariat, il n'y a qu'un pas que certains franchissent allègrement,

Ainsi lorsque ces mêmes projets prennent en considération les dangers pour la santé physique et mentale de l'enfant à naître, ces mêmes personnes ou groupes, prennent soudain la défense des handicapés physiques ou mentaux, dont l'existence loin des hommes «normaux et responsables» dont ils font partie, leur est complètement égale.

Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'utiliser ces catégories, comme VICTIMES EMISSAIRES.

Rien n'est plus facile quand on sait que ces marginalisés font l'objet de fréquents appels à la charité.

Car bien qu'indésirables et «improductifs» pour la société de profit, les handicapés et autres catégories sous prolétarisées, doivent survivre, non pour conserver un rôle social, mais pour permettre aux dirigeants installés de se rassurer sur la moralité de leur système.

Dans le cas des libéraux, comme celui des adversaires de l'avortement, la mystification est identique : l'exceptionnalisation de certaines catégories sociales rejetées de la production et des normes de la société.

C'est cette exceptionnalisation, liée au pouvoir de décision d'une minorité de «spécialistes» dans le cadre de l'avortement thérapeutique, qui me paraît intolérable et représenter un danger certain pour les catégories concernées. Le nazisme est effectivement un précédent historique, en ce qui concerne le droit à la vie des catégories indésirables et rejetées ... en même temps que l'extermination des juifs, l'Etat Allemand promulga une loi pour l'éradication de foetus, et pratiqua l'euthanasie des handicapés mentaux.

C'est au nom de ce spectre historique, que les défenseurs du statut-quo s'attaquent à tous les projets de libération. Mais lorsqu'on sait que tous ces groupes, font la chasse aux travailleurs étrangers, et se veulent les gardiens de la race blanche ou occidentale, nous avons de quoi nous interroger en ce qui concerne leur «bienveillance» accordée à certains laissés pour compte. Rien ne prouve en effet, que les tenants de ce débat, finalement, en d'autres occasions, très proches les uns des autres, ne se retrouvent pas sous la pression de crises économiques et politiques, pour aller jusqu'au bout des tentations. C'est à dire décréter l'avortement obligatoire pour certaines «catégories» ou couches sociales,

pour en arriver finalement à l'Euthanasie ... il s'agit de reprendre la suite logique inscrite dans de nombreux tracts ou discours de cette minorité agissante et haut placée.

Le seul combat valable pour lutter contre les dangers représentés par l'exceptionnalisation aux mains d'une minorité, sur le problème de l'avortement, se situe : PAR L'ABROGATION DU PROJET MESSMER ET POUR L'EXIGENCE DE L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT, c'est à dire NE REPOSANT QUE SUR LA SEULE VOLONTE DE LA FEMME QUOI QU'IL EN SOIT DU MOTIF ; C'EST A CETTE CONDITION QUE L'ENFANTEMENT SERA LIBRE ET RESPONSABLE.

C'est dans ce combat que je me suis engagé, handicapé physique rejeté des normes sociales de production et de reproduction.

Il paraît urgent que les handicapés et leurs parents s'extirpent de la culpabilité et du ghetto où ils sont enfermés, AFIN DE REJOINDRE LE COMBAT DES FEMMES POUR LA RESPONSABILITE ET LA LIBRE DISPOSITION D'ELLES-MEMES.

Par cette solidarité et ce combat commun, nous parviendrons à nous sortir des champs de référence des détenteurs de l'ordre établi.

C'EST A CE PRIX QUE NOUS ACQUERRERONS LE DROIT DE VIVRE ET A DISPOSER DE NOTRE EXISTENCE.

Jean Marc Bardeau ... militant du MLAC de Dijon
et du groupe d'Handicapés en lutte de Dijon.

dernière minute :

LA FACE CACHEE DE «LAISSEZ-LES VIVRE»

On apprend de source sûre la création de groupes sous l'égide du ministère de la culture et de l'environnement, du ministère de la santé et du ministère de l'agriculture : «ABATTEZ VOS INFIRMES».

Ce mouvement a été créé pour combler le déficit important de la «S.S.»

Les permanences pour l'abattage sont assurées à l'annexe de la Villette, à Matignon. Les abattages sont remboursés à 100 pour 100 par la «S.S.» (Séguirité Zoiale).

(La rédaction).

P.S.

Les organisations suivantes : DDHS (Défense des Droits de l'Homme Sain) et le CACMP (comité d'action contre les handicapés physiques) offrent une prime à qui rapportera mort ou vif un handicapé : 50F avec sa paire de béquilles, 100F avec sa poussette, 250F avec son fauteuil.

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à : «Laissez les vivre» qui transmettra !

CHARLIE



ENTREE INTERDITE AUX CHIENS ET AUX INFIRMES MOTEURS CEREBRAUX

Handicapé moteur et cérébral, en fauteuil roulant, en lutte contre ma situation de dépendance, par rapport aux ghettos, centres de ségrégation pour handicapés, par rapport à ma famille, par rapport à l'aide de camarades ou de tierce-personne, en lutte contre toute assistance, en lutte contre l'image du handicapé «assisté» et «dépendant», en lutte contre l'image du handicapé dans son ghetto, sorti moi-même des ghettos depuis 4 ans, étudiant à La Source depuis 1 an, vivant une expérience d'autonomie depuis le mois d'octobre, en essayant au maximum de me passer de l'aide des autres, en luttant contre toute intervention venant perturber mon expérience d'autonomie, en cherchant et trouvant par tâtonnements, les moyens techniques individuels me permettant d'effectuer seul ou tel acte de la vie quotidienne, me permettant d'être physiquement autonome en évitant de retomber dans le refuge de l'assistance, en essayant de tendre vers une autonomie physique totale, dans les actes où tout aide est une assistance, qui est actuellement une situation de sous-homme pour bon nombre d'handicapés, une situation de domination du valide sur l'handicapé, dans laquelle l'aide s'accompagne de directivité superprotectrice, fausse les rapports affectifs et intellectuels qui existent entre l'aidé et l'aidant, qui ne sont plus des rapports d'égal à égal tout en étant différent, et qui est le problème fondamental des handicapés.

Dans le cadre de cette expérience d'autonomie, je me suis véhiculé seul, en fauteuil roulant, au centre commercial 2002, le 10 octobre de cette année, dans l'intention de faire quelques achats au famiprix, dans l'intention de me faire ouvrir un compte-chèque au Crédit Lyonnais.

Au Crédit Lyonnais, le directeur de l'agence me dit d'emblée «On ne peut pas vous ouvrir un compte». Il est allé trouver le gardien du 2002 qui a appelé la police ... Car ces messieurs de la finance ont trouvé curieux et dangereux que je ne sois accompagné par personne, ont trouvé que cet animal bizarre que j'étais à leurs yeux, à quatre roues, se démontant en 2 pièces, gesticulant, non tenu en laisse, apparemment incapable de signer son nom (CE QUI EST UN JUGEMENT A PRIORI ET SCANDALEUSEMENT DISCRIMINATOIRE) était dangereux pour la clientèle, le commerce et la finance ! Ils ont cherché à savoir de quel zoo je m'étais échappé, qui aurait dû me tenir enchaîné, ont trouvé «dangereux pour l'ordre public et moral» que je ne dépende de personne ni d'aucun organisme, que je sois en liberté, qu'on me laisse circuler librement comme tout un chacun !

Nous sommes ici, mes camarades et moi, pour protester, contre cet acte d'agression physique et psychologique, contre cet acte de discrimination raciste, contre cet acte d'hostilité, pour dénoncer, les conditions de vie que l'on impose aux handicapés par de tels faits. NOUS VOUS INVITONS A VENIR DISCUTER AVEC NOUS SUR LA SIGNIFICATION DE CES FAITS ET SUR LES MOYENS D'AGIR CONTRE.

MAIS POURQUOI DE TELS FAITS ?

Parce que l'image du handicapé assisté est si ancrée dans l'esprit des gens, que certains réagissent contre la non-assistance de l'handicapé qui tente d'acquiescer son autonomie.

Parce que l'image du handicapé dans son ghetto, est tant répandue parmi les gens, que certains réagissent contre la présence de l'handicapé dans la rue, dans les lieux où s'ébattent les «normaux». Celui qui tente de vivre et de se faire accepter en milieu valide, doit franchir les barrières honteuses du racisme, du fascisme individuel des passants et des groupes.

POURQUOI CES IMAGES DU HANDICAPE ASSISTE HANDICAPE DANS SON GHETTO

Parce qu'effectivement les handicapés sont assistés, cachés comme une vérole, ségrégués et dépendants, soit de leur ghetto (centre rééducatif, scolaire, pré-professionnel, ou de vacances, uniquement réservé aux handicapés).

Les handicapés vivent la condition de SOUS-HOMMES

- à l'hospice, avec les vieillards (à partir de 15 ans-loi A.P.).
- en ateliers protégés, sous-payés, surexploités, sans droit de grève

- dans la famille, ils sont superprotégés, ne peuvent avoir de relations avec des camarades valides, du fait du comportement des parents envers eux, du fait de l'éducation discriminatoire dont ils sont victimes, du fait du rejet, des tabous sexuels et affectifs.

LE SEUL MOYEN POUR SORTIR DU PROBLEME D'ASSISTANCE :

C'est de sortir de la famille.

de refuser la mise en ghetto.

de prendre sa vie en main.

de lutter, pour que cette vie puisse être viable, par l'obtention d'argent sous forme de salaire, répondant aux besoins réels de l'handicapé quel que soit l'handicap, qu'il soit productif ou non.

de lutter contre tout système et personnes, qui justifient leur politique criminelle en camouflant ses tares par l'assistance.

POURQUOI CETTE SEGREGATION

- CETTE ASSISTANCE
- CETTE SUPERPROTECTION ?

Parce que donner aux handicapés les moyens techniques, psychologiques individuels d'être autonomes, les moyens techniques sociaux d'intégration en milieu valide, SERAIT NIER L'UTILITE D'UNE MEDECINE NE qui ne s'attaque pas aux causes, d'une médecine MUTILANTE, DE PROFITS, DE CLASSE, d'une médecine qui ne guérit pas, pour ne pas avoir à s'auto-détruire, et perdre ses privilèges financiers, politiques, auto-

ritaires, sur la vie des masses, sur la libre disposition de son corps. CE SERAIT NIER L'UTILITE des centres de rééducation et ghettos divers qui emploient des personnels qualifiés et non qualifiés, permettant de réduire ainsi le chômage, et d'assurer les fiefs de la médecine superficielle, qui veut ignorer les racines du mal.

CE SERAIT NIER POUR LE CAPITALISME l'utilité des ateliers protégés des CAT où l'handicapé citron est bien pressé.

CE SERAIT NIER pour les patrons de toutes sortes et les âmes charitables que c'est DANS LES GHETTOS QUE NOUS SOMMES LES PLUS RENTABLES.

CE SERAIT NIER que c'est encore là qu'on peut nous mater et nous faire devenir dociles.

CE SERAIT DONC :

- REMETTRE EN CAUSE L'EXISTENCE DE CETTE MEDECINE.

- METTRE AU CHOMAGE BEAUCOUP DE PERSONNEL ET AUGMENTER LE NOMBRE DE MECONTENTES.

- SUPPRIMER TOUTE POLITIQUE D'ASSISTANCE ET D'ASSISTES.

- SUPPRIMER LES RAPPORTS DE DOMINATION VALIDES-HANDICA-PES, DOMINATION DE L'HOMME PAR L'HOMME qui s'exerce sous la forme de domination homme-femme, parents-enfants, assistant-assisté, bourgeois-prolétariat.

POURQUOI CETTE RENTABILITE , CETTE DOMINATION DE L'HOMME PAR L'HOMME ?

Parce que nous vivons dans une société de profit, où la rentabilité c'est l'augmentation du capital privé, et non le bien-être des gens, parce que le système économique (production, commerce, finance) est basé sur l'extorsion de la plus-value qui augmente le capital, c'est à dire par le vol du travail de chacun au profit de quelques-uns, et par la propriété des capitaux et moyens de production de la part d'une minorité d'individus dans le monde.

C'est l'exploitation et la surexploitation capitaliste du prolétariat (ouvriers, manoeuvres, ouvriers agricoles, employés (és) de bureau etc,...) par la bourgeoisie, garantie par un système de domination (armées, polices, morale, etc,...).

Pour nous, handicapés en lutte, valides solidaires de notre combat, LUTTER CONTRE L'ASSISTANCE, LA SEGREGATION, LUTTER CONTRE DE TELS FAITS D'AGRESSION...

C'EST COMBATTRE LE CAPITALISME ET SA BOURGEOISIE , LEUR SYSTEME D'EXPLOITATION , LEUR SYSTEME DE DOMINATION...

C'EST REJOINDRE LES LUTTES DU PROLETARIAT !

Marc.



POURQUOI NOTRE PARTICIPATION AU MEETING ORGANISE PAR LE G.I.T.S.

Parce qu'au même titre que le délinquant, le prisonnier, le fou, l'immigré, nous sommes le produit fini, marginalisé, d'une société criminelle.

Parce qu'à ce titre nous subissons les travailleurs sociaux qui ont pour tâches de nous faire accepter l'inacceptable.

Parce que nous subissons la répression de nos désirs, de nos besoins, et que l'assistante sociale, l'éducateur, le psychologue, sont les instruments de l'application de cette répression.

Parce que les spécialistes, les institutions assistantes ne sont que les gardes-fous, appelés à gérer les tares de notre société.

Parce que leur rôle, c'est de faire de nous tous des sous-hommes en nous créant une mentalité d'assisté, en nous muselant, en nous normalisant le plus possible afin d'être apte à une super exploitation en nous déversant sur le marché du travail, objets soumis à l'idée de profit, acceptant d'être, pour l'intérêt national, pour la France, des rejetés, des malades, des surexploités, des assistés.

C'est à ce titre que nous intervenons.

Nous ne voulons pas d'une adaptation basée sur le profit, le rendement, les cadences, bref basée sur LE PILLAGE DE L'INDIVIDU.

**NOUS NE VOULONS PLUS ACCEPTER L'IN-
ACCEPTABLE.**

Si nous vous interpellons ce soir à ce meeting, c'est parce que nous savons qu'en luttant contre cet inacceptable, nous vous rencontrons, gérants muscles, garants de l'ordre national.

Les assistés ne veulent plus de votre assistance, de votre mépris, de votre humiliation. Il est temps pour vous, si vous ne voulez pas à votre tour devenir des marginalisés. DE CHOISIR VOTRE CAMP, DE CHOISIR QUI VOUS VOULEZ SERVIR ET DÉSSERVIR.

A BAS L'ASSISTANCE VIVE LA SOLIDARITE !

REUNIONS DU COMITE DE LUTTE DES
HANDICAPES A PARIS TOUS LES lers
ET 3mes SAMEDI DU MOIS, A 15 H
33 RUE DES VIGNOLES, PARIS 20
Métro AVRON ou BUZENVAL.
Secrétariat : 33 rue des Vignoles 75020 Paris.

NECESSITE D'UNE COORDINATION DES C.L.H., GROUPES ET ISOLÉS !

Si nous voulons nationalement imposer nos désirs face à la société, il est grand temps de nous connaître, de confronter nos désirs, nos capacités d'agir, de coordonner nos informations, nos actions aussi petites puissent-elles être.

Une réunion nationale, ici à Paris, nous apparaît comme vitale, de même en province, le besoin se fait sentir... Cette entreprise n'est pas simple, en raison de l'handicap transport et financier... Mais elle n'est pas impossible. Il suffit certainement d'un peu d'imagination et de désir de voir cette A.G se tenir.

Les CLH, les groupes, les isolés, doivent dès à présent, s'ils jugent cette A.G nécessaire, envoyer à Paris leur suggestion : dates qui conviendraient le mieux, lieux préférentiels, mode d'hébergement, financement, ordre du jour à voir discuter.

Paris se charge de coordonner les informations apportées par tous, soit par courrier, soit par le prochain numéro du journal. Cette A.G pourrait se terminer sur la publication d'un manifeste. Qu'en pensez-vous ? Le film super 8 que nous venons de commencer, avec la manifestation de Paris, s'achèvera sur cette A.G. Lorsque chacun des groupes et isolés auront répondu à cet appel, le journal informera alors des décisions prises, quant au lieu choisi, à l'ordre du jour, au mode d'hébergement, au mode de financement et de la date fixée. Ces décisions ne seront prises que correspondant aux désirs du plus grand nombre. Ici, à Paris, nous avons pensé au Larzac et Besançon, avez vous mieux à proposer ? Nous avons pensé à ces lieux, afin de faire le lien avec les travailleurs ou les paysans en lutte.

Les réponses à l'appel pour l'AG seront retenues, comme pouvant être satisfaites, jusqu'au 1er Mai, celles qui nous parviendront après cette date ne pourront pas intervenir dans le choix du lieu, de la date, de l'ordre du jour etc... Il faudra beaucoup de temps devant soi, pour prendre contact, avec le lieu et pour mettre sur pied cette AG de façon à ce que même un grand handicapé, puisse participer aux débats de façon suivie, et sans risque pour sa santé.

QUE LES VALIDES QUI SE SENTENT CONCERNES, par la tenue de cette AG se mettent rapidement en rapport avec nous, et précisent la nature du soutien qu'ils entendent apporter : technique, financier, politique.

A BIENTOT !

A PROPOS D'UN TITRE,

Quelques personnes nous ont écrit, pensant que le titre du journal était trop satirique et pas assez sérieux, impropre aux buts recherchés, et que ce titre risquait de nous faire d'emblée condamner et désavouer. Ces personnes proposent les titres suivants :

HANDICAPES EN LUTTE.

DE LA CHARITE A LA SOLIDARITE.

CONTRE L'INFIRME ETABLIE.

NOUS, LES EXCLUS.

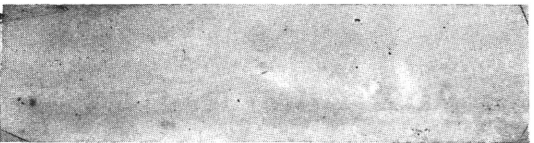
Nous avons choisi ce titre par opposition à l'idée qu'ont les gens de nous : HANDICAPES SOUMIS, RESIGNES, AFFECTUEUX, PETIT CHIEN CHIEN A SA MEME.

C'est vrai, ce titre, HANDICAPES MECHANTS, est satirique, mais faut-il, parce que nous sommes handicapés, parce que nos problèmes sont graves, que nous soyons des PISSE VINAIGRE ?

Quant aux gens qui, par un titre, peuvent nous condamner, nous désavouer, il est presque certain qu'ils n'iront pas loin avec nous dans la lutte, et qu'ils nous désavoueront aussi allègrement que le titre d'un journal.

Handicapés méchants n'est pas un journal de mode, ou de publicité... Il n'a pas à charmer les imbéciles.

*



En raison de l'augmentation du tirage (2000 exemplaires au lieu de 1000) et du prix des matières premières en imprimerie, HANDICAPES MECHANTS, coûte 740 F au lieu de 250 F. Le N°2 aura 8 pages au lieu de 6, ceci est dû au fait positif, de l'envoi de nombreux articles. Tous les articles reçus ont été publiés. PENSEZ DÉJÀ AU N°3 !

HANDICAPES MECHANTS, espère paraître tous les deux mois. ABONNEZ-VOUS ! 5 Frs par an, et SOUTENEZ NOTRE LUTTE, en adressant vos chèques à : ELIZABETH AUERBACHER C.C.P. 25.344.78 Paris.

imp. édit 71

9, rue Métivier

75020 Paris

supplément exceptionnel à FL

LE PREMIER MAI - LE COMITE DE LUTTE DES HANDICAPES A PARIS AVEC TOUS LES OPPRIMES !

- A BAS LE RACISME ET LA SEGREGATION
- LE CAPITALISME NOUS DIVISE POUR MIEUX REGNER !
- MENDIANTS NOUS NE SOMMES PAS SUREXPLOITES NOUS SOMMES !
- ON NE MENDIE PAS LE DROIT DE VIVRE ON SE BAT POUR LUI !
- A BAS LES CADENCES, LES RENDEMENTS C'EST LA LOI DU PROFIT QUI NOUS HANDICAPE !
- LE CAPITALISME MUTILE ET TUE TOUS LES JOURS A L'USINE, DANS LE BATIMENT, SUR LA ROUTE !
- TRAVAILLEURS VALIDES-HANDICAPES MEMES PATRONS - MEME COMBAT !
- DE CHACUN SELON SES MOYENS A CHACUN SELON SES BESOINS !
- CE N'EST QU'UN DEBUT, NOUS NE NOUS TAIRON PLUS !

Handicapés, laissez les mugets aux abeilles, et venez nombreux manifester, pour que ce 1er MAI devienne aussi le notre, c'est à dire celui de la victoire remportée sur l'oppression



AUX CAMARADES HANDICAPES DE LA SARTHE (72)

Camarades, il est grand temps de prendre notre défense de notre droit de vivre et nos intérêts en main. N'attendons rien de nos organisations officielles, juste bonnes à faire antichambre soit chez nos princes du régime ou à la préfecture. Ces gens se moquent éperduement de nos problèmes. Voyez Diénesch discourir à la télé, à la croire, nous sommes des individus qui n'ont vraiment rien à revendiquer, car ELLE FAIT DU SOCIAL ! Tu parles si elle s'en fout ! Elle prépare sa soupe de façon à passer aux prochaines élections ! En attendant, nos problèmes restent entiers; nous vivons de secours, de charités, mendiant par ci par là, l'aide médicale, ou l'aide sociale. Ce n'est pas cela que nous voulons, mais le droit de vivre dignement, décemment. Nos besoins sont les mêmes que le député ou le sénateur du coin ! Qui eux ne produisent rien que du vent et de la poudre aux yeux, alors que nous notre handicap vient souvent du travail, de la route, d'un accident de naissance. Nous devons trainer d'hospitaux en hospices et les gens en place

ont le culot de venir nous dire que nous avons de la chance !

Et bien non ! Il nous faut prendre tout ce à quoi nous avons droit : notre vie, pour la vivre comme on l'entend et avec tous les moyens techniques et financiers nécessaires pour la vivre.

CAMARADES HANDICAPES-VALIDES concernés et solidaires, mettez-vous en rapport avec:

ANDRE SENEZ

BOURG LA CHAPELLE GAUGAIN 72310 afin de discuter de nos emmerdements ensemble et d'y trouver moyens d'agir contre. Vous trouverez aussi le journal HANDICAPES MECHANTS.

Le comité de lutte des handicapés de la Sarthe



LES HANDICAPES SOLIDAIRES DES PRISONNIERS EN LUTTE

La prison de force de Mende est un véritable pourrissoire. Les ratonnades, la torture autant que l'assassinat, y sont institutionnalisés. La solitude, les coups, l'humiliation, la mort, sont le lot quotidien de celui que la société, de part sa nature criminelle et corruptrice, a contraint de se retrouver en prison et à Mende.

A l'appel du comité d'action, nous, nous handicapés en lutte contre la ségrégation, l'oppression et toutes les formes de ghettos, qu'ils se nomment ateliers protégés ou prisons, répondons présents !

Avec nos camarades ex-détenus et futurs détenus, nous marcherons sur Mende et sa prison, le 25 avril.

Prisonniers-handicapés même combat !



POURQUOI TRAVAILLONS NOUS AVEC LE G.I.A. ?

Groupe Information Asile

Parce que les «fous» désignés comme tels, par un pouvoir psychiatrique allié direct du pouvoir en place (loi de 1838 sur les internements), subissent le même sort que nous : séquestration dans les ghettos (asiles, hopitaux, etc) surexploitation (CAT, ateliers protégés, ergothérapie etc) ségrégation sexuelle et affective.

Parce qu'ils subissent une situation aussi cynique que la notre, parce qu'ils subissent la répression médicale (camisole chimique).

Parce que leur existence est comme la notre : UN WAGON PLOMBE SANS DEPART.

Parce que comme nous ils végètent d'une existence d'assistés, de résignés, de soumis, dans laquelle les curés, les tou-bibs, les psychiatres, les éducateurs, remplissent leur rôle de flic, de corrupteurs de la vie.

Parce que la société se sert de ses «fous» comme de ses handicapés pour normaliser, rentabiliser, réprimer tous ceux qui n'osent pas dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas, ceux qui n'osent pas ETRE-devant tous, comme ils essaient d'ETRE en cachette.

Parce que la société, après la police, a développé une nouvelle arme, la psychiatisation, pour faire admettre aux travailleurs les cadences, les logements bruyants et surpeuplés, les villes nouvelles, sortes de ghettos dorts, les trajets pour le travail, qui n'en finissent plus de durer, etc.

Parce que par la psychiatrie, n'importe quel citoyen peut être séquestré, sans autre forme de procès qu'un avis de son voisin de sa belle-mère, parce que n'importe quel flic peut te déclarer fou. La folie politique n'est pas encore reconnue comme gadget remboursable par la S.S, ce qui veut dire que ton internement pour fait politique ne sera jamais reconnu comme tel !

Voilà pourquoi, en quelques lignes hélas, les grandes lignes de notre solidarité active avec le GIA et notre participation récente à son meeting, le 8 mars à la mutualité.

FOUS-PRISONNIERS-HANDICAPES MEME SOCIETE MEME COMBAT.



INFORMATIONS DE RENNES

Le samedi 9 mars a eu lieu une manifestation dont le thème était une PROTESTATION CONTRE LA QUETE, et en même temps la DENONCIATION DES CONDITIONS DE VIE DES HANDICAPES : «SEGREGATION-SUR EXPLOITATION ! C'EST LA LOI DU PROFIT QUI NOUS HANDICAPE ! »

80 personnes, moitié valides, moitié handicapés, ont défilé de la mairie à la préfecture, aller retour, en passant par des sens interdits, dans des rues très commerçantes, ce qui a provoqué quelque «désordre» dans la circulation

En général, les réactions de la population étaient bonnes, les gens étaient surpris, et assez compréhensifs. Le matin il y avait eu une distribution de tracts sur les marchés. Nous n'étions pas nombreux néanmoins la manif a été un succès, le but de cette journée étant d'informer la population. Des communiqués ont été passés à «OUEST-FRANCE» et à «LIBERATION». La manif a été filmée, et constituera une séquence du film que nous tournons actuellement.

De la manif à Paris, nous n'avons eu aucun écho, ni par la presse, la radio, la télé.

C.L.H. de Rennes.